

Actions en hausse malgré les inquiétudes liées aux droits de douane.

- Les actions mondiales, mesurées par l'indice MSCI Monde tous pays, ont gagné du terrain en juillet. Les investisseurs ont été encouragés par un certain éclaircissement de la politique commerciale américaine, avant que l'incertitude ne refasse surface vers la fin du mois. Les résultats généralement positifs des entreprises ont également soutenu les marchés. Les marchés émergents ont surperformé les marchés développés.
- Les actifs à revenu fixe mondiaux ont enregistré des pertes pour le mois. Les rendements des bons du Trésor américain ont augmenté sur l'ensemble de la courbe des taux, à l'exception du segment à trois mois, qui est resté stable. (Les prix et les rendements évoluent de façon inverse.)
- L'année a été marquée par une forte volatilité jusqu'à présent, mais un groupe d'actifs élargi est en territoire positif.

Contexte économique

Les actions mondiales, mesurées par l'indice MSCI Monde tous pays, ont gagné du terrain en juillet. Les investisseurs ont été encouragés par un certain éclaircissement de la politique commerciale américaine, avant que l'incertitude ne refasse surface vers la fin du mois. Les résultats généralement positifs des entreprises ont également soutenu les marchés. Les marchés émergents ont surperformé les marchés développés en juillet, avec en tête la Jordanie, l'Égypte et le Maroc. Les actions chinoises cotées à la Bourse de Hong Kong ont également affiché de bonnes performances. L'Amérique latine a enregistré un rendement négatif et a le plus tiré de l'arrière pour le mois. Parmi les marchés développés en juillet, l'Amérique du Nord a produit les meilleurs résultats, principalement grâce à la vigueur des États-Unis. De plus, la région du Pacifique hors Japon a bénéficié de la reprise des marchés à Hong Kong et à Singapour. En revanche, les pays nordiques ont été entravés par la faiblesse au Danemark et en Norvège. Le recul des actions de l'Union européenne au cours du mois est attribuable au ralentissement du marché aux Pays-Bas. ¹

Les actifs à revenu fixe mondiaux, représentés par l'indice obligataire Bloomberg Global Aggregate, ont reculé de 1,5 % (en dollars américains) en juillet. Les obligations à rendement élevé ont dominé le marché des titres à revenu fixe américains, suivies des obligations d'entreprises de première qualité. Les titres adossés à des créances hypothécaires et les bons du Trésor américain ont enregistré des pertes au cours du mois. Les rendements des bons du Trésor américain ont augmenté sur l'ensemble de la courbe des taux, à l'exception du segment à trois mois, qui est resté stable. Les rendements des bons du Trésor à 2, 3, 5 et 10 ans ont augmenté respectivement de 0,22 %, 0,21 %, 0,17 % et 0,13 % pour s'établir à 3,94 %, 3,89 %, 3,96 % et 4,37 %. La courbe des taux est restée inversée (les taux à 3 mois ont dépassé les taux à 10 ans) au cours du mois. ²

Les prix mondiaux des produits de base, représentés par l'indice des produits de base Bloomberg, ont reculé de 0,5 % en juillet. Les prix au comptant du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) et Brent ont augmenté respectivement de 6,4 % et 7,4 % en juillet en raison des tensions géopolitiques persistantes liées au conflit militaire entre Israël et l'Iran au Moyen-Orient, ainsi que de la forte demande des marchés émergents, en particulier en Asie et en Amérique latine. Les tensions géopolitiques ont également contribué à la hausse de 1,2 % du prix de l'or au cours du mois, les investisseurs recherchant des valeurs refuges. La baisse de 11,0 % du prix du gaz naturel sur le New York Mercantile Exchange (NYMEX) s'explique par un affaiblissement de la demande dû à la réduction de l'activité industrielle dans plusieurs grandes économies mondiales et à l'augmentation des stocks aux États-Unis. Le prix du blé a reculé de 2,8 % en juillet, dans un contexte d'inquiétudes relatives à d'éventuels accords commerciaux et à la possibilité de nouveaux droits de douane.

La politique commerciale américaine a continué d'accaparer l'attention des marchés financiers mondiaux au cours du mois. Le 7 juillet, Trump a reporté du 9 juillet au 1^{er} août la date limite pour conclure des accords commerciaux avec plusieurs pays et a menacé d'imposer des droits de douane allant de 25 % à 40 % aux pays qui ne parviendraient pas à conclure un accord avec les États-Unis avant la nouvelle date butoir. Le lendemain, Trump a imposé une taxe de 50 % sur les importations mondiales de cuivre à compter du 1^{er} août. Les prix du cuivre ont par la suite atteint des niveaux records, ce qui a augmenté les coûts pour de nombreux secteurs, en particulier les fabricants de semi-conducteurs et d'avions, ainsi que les centres de données. Le 9 juillet, Trump a annoncé des droits de douane de 50 % sur les produits importés du Brésil à compter du 1^{er} août, en réponse aux poursuites judiciaires engagées par le gouvernement brésilien contre l'ancien président Jair Bolsonaro et des entreprises technologiques américaines. Bolsonaro est accusé d'avoir comploté pour renverser l'élection présidentielle brésilienne de 2022, une action en justice que Trump a qualifiée « d'attaque contre un adversaire politique ».

À la fin du mois, Trump a annoncé que les États-Unis avaient conclu un accord commercial avec le Japon et l'Union européenne. Selon les termes de l'accord avec le Japon, les États-Unis imposeront des droits de douane de 15 % sur les biens importés du Japon, ce qui représente une réduction significative par rapport aux droits de douane de 25 % précédemment fixés par l'administration Trump. De plus, Trump a affirmé que le Japon investirait 550 milliards de dollars aux États-Unis, notamment dans les infrastructures énergétiques et la fabrication de semi-conducteurs. L'accord commercial avec l'UE prévoit des droits de douane de 15 %, soit la moitié des droits initialement proposés par Trump, sur la plupart des exportations vers les États-Unis, y compris les voitures, les produits pharmaceutiques et les semi-conducteurs. Des droits de douane de 50 % sur les importations d'acier et d'aluminium resteront toutefois en vigueur. L'UE a accepté de supprimer les droits de douane sur une vaste gamme de produits américains et d'acheter pour 250 milliards de dollars de produits énergétiques américains par an jusqu'en 2027. À la fin du mois, M. Trump a annoncé que les États-Unis imposeraient des droits de douane à de nombreux pays, mais que la date d'entrée en vigueur de ces mesures serait reportée du 1^{er} au 7 août. Trump a également émis un décret-loi imposant des droits de douane de 35 % sur les importations en provenance du Canada, invoquant, selon lui, l'incapacité du gouvernement à endiguer le flux de fentanyl à la frontière, ainsi que les droits de douane de représailles imposés par le Canada sur les produits américains au début de l'année. L'administration Trump a également conclu des accords commerciaux avec plusieurs autres pays en juillet, notamment la Corée du Sud. La politique commerciale reste très instable et en constante évolution.

Sur le plan géopolitique, fin juillet, les États-Unis et Israël ont rappelé leurs équipes de négociation des pourparlers de cessez-le-feu à Gaza, invoquant leur frustration face à la réponse du Hamas à une proposition de trêve de 60 jours dans le conflit militaire entre Israël et le Hamas. L'envoyé spécial américain Steve Witkoff a accusé le Hamas de ne pas agir de bonne foi et de montrer un « manque de volonté » pour parvenir à un cessez-le-feu. Il a déclaré que les États-Unis envisageraient désormais « d'autres options » pour obtenir la libération des otages et stabiliser Gaza. Israël a également retiré sa délégation, affirmant que la dernière réponse du Hamas à la proposition de cessez-le-feu ne permettait pas de progresser sans concessions importantes. Israël a toutefois indiqué qu'il restait ouvert à la poursuite des discussions.

Données économiques (sauf indication contraire, données provenant de Bloomberg)

- Selon Statistique Canada, les prix à la consommation (mesurés par la variation de l'indice des prix à la consommation [IPC]) ont augmenté de 0,1 % en juin. Les prix à la consommation ont augmenté de 1,9 % sur un an, les consommateurs ayant payé plus cher les biens durables, tels que les véhicules particuliers et les meubles, tandis que les prix de l'énergie ont considérablement baissé. Les prix à la production ont augmenté en juin, l'indice des prix des produits industriels (IPPI) et l'indice des prix des matières premières (RMPI) ayant progressé respectivement de 0,4 % et 2,7 %. Les prix ont également augmenté en glissement annuel, de 1,7 % et 1,1 % respectivement pour l'IPPI et le RMPI. Les prix des métaux ont fortement augmenté au cours des 12 derniers mois, tandis que les prix du pétrole brut ont de nouveau baissé de manière notable après avoir bien commencé l'année 2025. Le marché du travail canadien a perdu 41 000 emplois en juillet, tandis que le taux de chômage est resté stable à 6,9 %.

- Il semble que les droits de douane imposés par l'administration Trump commencent à avoir un impact sur l'inflation. Selon le département du Travail, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,3 % en juin, contre 0,1 % en mai, conformément aux prévisions. Les coûts du mazout ont augmenté de 1,3 %, tandis que les prix de l'essence et de l'électricité ont augmenté de 1,0 %. À l'inverse, les prix des voitures et des camions d'occasion et des véhicules neufs ont baissé respectivement de 0,7 % et de 0,3 % au cours du mois. L'IPC a progressé de 2,7 % en glissement annuel en juin, soit une hausse supérieure à celle de 2,4 % enregistrée en mai et conforme aux attentes. Les coûts des services publics de gaz et d'électricité ont augmenté respectivement de 14,2 % et 5,8 % au cours des 12 derniers mois, tandis que les prix de l'essence ont baissé de 8,3 % et ceux du mazout de 4,7 %. L'inflation sous-jacente, mesurée par l'IPC hors alimentation et énergie, a augmenté de 2,9 % en glissement annuel en juin, en légère hausse par rapport à la hausse annuelle de 2,8 % enregistrée en mai. Les prix des logements ont augmenté de 3,6 % en glissement annuel, tandis que les coûts des services médicaux et des services de transport ont augmenté de 3,4 % chacun. Selon les estimations préliminaires du département du Commerce, le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis a augmenté à un taux annuel de 3,0 % au deuxième trimestre 2025, ce qui représente une amélioration significative par rapport à la baisse de 0,5 % enregistrée au premier trimestre et dépasse les attentes. La reprise économique au deuxième trimestre est principalement attribuable à une baisse notable des importations (qui sont soustraites du calcul du PIB) — après une forte augmentation au premier trimestre, les entreprises s'étant empressées de constituer des stocks avant l'entrée en vigueur des droits de douane imposés par l'administration Trump début avril — ainsi qu'à une augmentation des dépenses de consommation. Ces facteurs ont plus que compensé le recul des investissements privés en stocks (mesure de la variation de la valeur des stocks d'une période à l'autre) et des exportations.
- L'Office for National Statistics (ONS) a annoncé que l'inflation au Royaume-Uni, mesurée par l'IPC, a augmenté de 0,3 % en juin, ce qui représente une légère hausse par rapport à la hausse de 0,2 % en mai. L'IPC a progressé à un taux annuel de 3,6 % en juin, légèrement supérieur à la hausse de 3,4 % enregistrée le mois précédent. Les restaurants et les hôtels, les transports, ainsi que l'alcool et le tabac ont enregistré les plus fortes hausses en juin, tandis que les coûts des vêtements et des chaussures ont diminué. Les prix du logement et des services aux ménages, de l'éducation, ainsi que de l'alcool et du tabac ont augmenté respectivement de 7,5 %, 7,5 % et 6,4 % au cours des 12 derniers mois. Les coûts des meubles et des articles ménagers n'ont augmenté que de 0,9 % en glissement annuel.³ L'ONS a également annoncé que le PIB britannique avait augmenté de 0,7 % au premier trimestre 2025 (dernière période de référence), contre 0,1 % au quatrième trimestre 2024. La production dans les secteurs de la production, des services et de la construction a augmenté respectivement de 1,3 %, 0,7 % et 0,3 % au cours du trimestre.⁴
- Eurostat a estimé le taux d'inflation de la zone euro à 2,0 % pour la période de 12 mois se terminant en juin, soit légèrement plus que la hausse annuelle de 1,9 % enregistrée en mai. Les coûts dans le secteur des services ont augmenté à un taux annuel de 3,3 % en juin, en légère hausse par rapport à la hausse de 3,2 % enregistrée en mai. Les prix des produits alimentaires, de l'alcool et du tabac ont augmenté de 3,1 % en glissement annuel en juin, contre 3,2 % le mois précédent. En revanche, les prix de l'énergie ont baissé de 2,6 % en glissement annuel. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix volatils de l'énergie, des produits alimentaires, de l'alcool et du tabac, a augmenté à un taux annuel de 2,3 % en juin, inchangée par rapport à la hausse en glissement annuel enregistrée en mai.⁵ Eurostat a également indiqué que le PIB de la zone euro a augmenté de 0,6 % au premier trimestre 2025 (dernière période de référence), ce qui représente une amélioration par rapport au taux de croissance de 0,3 % enregistré au quatrième trimestre 2024. Le PIB de la zone euro a augmenté de 1,5 % au cours des 12 derniers mois. Les économies de l'Irlande et de l'Islande ont enregistré les meilleures performances au premier trimestre, avec une croissance respective de 9,7 % et 2,7 %. En revanche, le PIB du Danemark et du Luxembourg a reculé de 0,5 % au cours du trimestre.⁶

Données indicielles (juillet 2025)

- L'indice composé S&P/TSX a gagné 1,69 %.
- L'indice obligataire universel Canada FTSE TMX a reculé de 0,74 %.
- L'indice S&P 500, qui mesure les actions américaines, a affiché un rendement 3,60 %.
- L'indice MSCI Monde tous pays (net), utilisé comme étalon pour évaluer le rendement des actions mondiales, a gagné 2,70 %.
- L'indice ICE BofA US High Yield Constrained, qui représente les marchés obligataires américains à rendement élevé, a produit 0,24 % (couvert contre le risque de change) et 1,73 % (non couvert).
- L'indice de la volatilité de la bourse d'options de Chicago (VIX), une mesure de la volatilité implicite de l'indice S&P 500 aussi connue sous le nom d'« indice de la peur », est resté pratiquement inchangé, passant de 16,72 à la fin de juin à 16,73 à la fin de juillet.
- Les cours du pétrole brut WTI Cushing, un indicateur clé des fluctuations du marché pétrolier, ont augmenté, passant de 65,11 \$ à 69,26 \$ le baril en juillet.
- Le dollar canadien s'est légèrement à 1,38 \$ CA par \$ US. Le dollar américain a été mitigé par rapport aux principales devises mondiales. Il a terminé le mois de juillet à 1,14 \$ US contre l'euro, à 1,32 \$ US contre la livre sterling et à 150,50 yens.

Glossaire

Le **rendement** est le revenu généré par un investissement, tel que les intérêts perçus pour la détention d'un titre. Le rendement est généralement exprimé en pourcentage annuel basé sur le coût, la valeur de marché actuelle ou la valeur nominale de l'investissement.

La **courbe de rendement** représente les différences de rendement sur une gamme d'échéances d'obligations du même émetteur ou de la même notation de crédit (qui est utilisée pour évaluer le risque de défaut des entreprises ou des pays). Une courbe de rendement plus raide représente une plus grande différence entre les rendements. Une courbe plus plate indique que les rendements à court et à long terme sont plus proches.

Définition des indices

L'**indice de rendement total des produits de base Bloomberg** comprend des contrats à terme et suit la performance d'un investissement entièrement garantie dans l'indice. Il combine les rendements de l'indice et les rendements des garanties en espèces investies dans des bons du Trésor américain à 13 semaines (trois mois).

L'**indice obligataire Bloomberg Global Aggregate** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière qui suit la performance des titres à revenu fixe de qualité investissement (notés BBB — ou plus par S&P Global Ratings/Fitch Ratings ou Baa3 ou plus par Moody's Investors Service) libellés dans 13 devises. L'indice reflète le réinvestissement de toutes les distributions et les variations des prix du marché.

L'**indice Cboe Volatility (VIX)** mesure la volatilité constante sur 30 jours du marché boursier américain à l'aide des cours moyens en temps réel des options d'achat et de vente de l'indice S&P 500. Une option d'achat donne à son détenteur le droit d'acheter une action à un prix déterminé ; une option de vente donne à son détenteur le droit de vendre une action à un prix déterminé.

L'**indice des prix à la consommation** est basé sur un panier fixe de biens et de services conçu selon des normes et des méthodes internationales.

L'**indice obligataire universel FTSE Canada** comprend une série d'indices de référence conçus pour suivre le rendement des obligations libellées en dollars canadiens.

L'**indice ICE BofA High Yield Constrained** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande de toutes les obligations à haut rendement nationales et yankees, y compris les obligations à intérêts différés et les titres à paiement en nature, dont l'échéance est d'un an ou plus et qui ont une notation de crédit de BB+ ou moins par S&P Global Ratings et Fitch Ratings ou de Ba1 ou moins par Moody's Investors Service, mais qui ne sont pas en défaut.

L'**indice des prix des produits industriels (IPPI)** reflète les prix que les producteurs canadiens obtiennent lorsque les biens quittent l'usine. L'IPPI ne reflète pas ce que paie le consommateur. Contrairement à l'indice des prix à la consommation (IPC), l'IPPI exclut les taxes indirectes, telles que les taxes de vente et les droits de douane, ainsi que tous les coûts qui surviennent entre le moment où un bien quitte l'usine et celui où l'utilisateur final en prend possession. Cela comprend les coûts de transport, de gros et de détail. Bien que l'IPPI ne mesure pas l'effet direct des droits de douane sur les prix, ceux-ci peuvent influencer indirectement les prix mesurés dans l'IPPI. Par exemple, les intrants utilisés dans le processus de production qui sont importés et sur lesquels le Canada impose des droits de douane peuvent faire augmenter les prix pratiqués par les producteurs canadiens. Les droits de douane sur les importations ou les exportations canadiennes peuvent également influencer indirectement les prix de l'IPPI par leur impact sur la dynamique de l'offre et de la demande.

L'indice **MSCI Monde tous pays** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière qui suit la performance de plus de 2 000 sociétés et qui est représentatif de la structure du marché de 48 pays développés et émergents d'Amérique du Nord et du Sud, d'Europe, d'Afrique et de la région Pacifique. L'indice est calculé en réinvestissant les dividendes nets en dollars américains.

L'**indice des prix des matières premières (IPMP)** reflète les prix payés par les fabricants canadiens pour les matières premières essentielles. L'IPMP comprend tous les frais engagés par les acheteurs pour acheminer une marchandise jusqu'à l'établissement, y compris les frais de transport, les taxes nettes payées et les droits de douane et tarifs douaniers payés sur les matières premières importées. Bon nombre des prix mesurés par l'IPMP sont fixés sur le marché mondial. Cependant, comme peu de prix sont libellés en devises étrangères, leur conversion en dollars canadiens n'a qu'une incidence mineure sur le calcul de l'IPMP.

L'**indice S&P 500** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière qui suit le rendement des 500 plus grandes sociétés cotées en bourse aux États-Unis et qui est considéré comme représentatif de l'ensemble du marché boursier américain.

L'**indice composé S&P/TSX** suit le rendement de l'ensemble du marché boursier canadien, c'est-à-dire les actions cotées à la Bourse de Toronto (TSX).

Renseignements importants

Société de placements SEI Canada, filiale en propriété exclusive de SEI Investments Company, est le gestionnaire des fonds de placement et le gestionnaire de portefeuille des Fonds SEI au Canada.

Les informations fournies le sont à titre d'information générale et d'éducation uniquement et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas non plus être interprétées comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans ce document, à moins d'obtenir expressément un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement. Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Il n'est pas garanti qu'à la date de parution du présent document les titres mentionnés étaient ou non détenus par les Fonds SEI.

Les déclarations qui ne sont pas de nature factuelle, dont les opinions, les projections et les estimations, supposent certaines conditions économiques et évolutions des secteurs, et ne constituent que des opinions actuelles qui peuvent être modifiées sans préavis. Rien dans le présent document n'est destiné à être une prévision d'événement futur ni une garantie de résultats futurs.

Le présent document pourrait contenir des « informations prospectives » (« IP ») telles que définies par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les IP sont des déclarations se rapportant à des événements, des conditions ou des résultats probables et reposent sur des hypothèses au sujet de conditions économiques et de plan d'action futurs. Les IP sont exposées à divers risques, incertitudes et autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des attentes explicites ou implicites associées au présent document. Les IP reflètent les attentes actuelles en ce qui concerne les événements actuels et ne sont pas une garantie de rendements futurs. Les IP figurant dans le présent document ou mentionnées à titre de référence sont fournies dans l'unique but de communiquer des attentes actuelles et pourraient ne pas être appropriées dans d'autres circonstances.

Bien que les sources externes ou autres sur lesquelles se fondent certaines informations fournies sont jugées fiables, Société de placements SEI Canada ne garantit ni leur fiabilité ni leur intégralité et ces dernières pourraient changer sans préavis. Les sources comprennent Bloomberg, FactSet, MorningStar et BlackRock.

L'investissement comporte des risques, dont le risque de perte en capital. La diversification peut ne pas offrir de protection contre le risque lié au marché. Par ailleurs, d'autres titres non mentionnés peuvent comporter des risques spécifiques. En plus des risques habituels associés à l'investissement, les placements internationaux peuvent comporter des risques de pertes en capital découlant de fluctuations défavorables de la valeur des devises, de divergences dans les principes comptables généralement reconnus ou de l'instabilité politique ou économique dans d'autres pays. Les marchés émergents présentent des risques accrus découlant des mêmes facteurs, en plus de ceux associés à leur faible taille et à leur faible liquidité. Les obligations et les fonds obligataires perdent pour leur part de la valeur quand les taux d'intérêt montent.

Les rendements indiciaires sont présentés à des fins illustratives uniquement et ne représentent pas des rendements réels. Les rendements indiciaires ne reflètent pas les frais de gestion, les coûts de transaction et autres charges. Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'y investir directement.

Des commissions, frais de courtage, frais de gestion et autres frais peuvent être associés aux fonds communs de placement. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leurs valeurs fluctuent fréquemment et leurs rendements passés pourraient ne pas se reproduire.

¹ Toutes les données relatives à la performance des marchés boursiers sont basées sur l'indice MSCI Monde tous pays.

² Selon le département du Trésor américain. Au 30 juin 2025.

³ Selon l'ONS. Au 16 juillet 2025.

⁴ Selon l'ONS. Au 30 juin 2025.

⁵ Selon Eurostat. Au 17 juillet 2025.

⁶ Selon Eurostat. Au 6 juin 2025.